



ROYAUME UNI

CONTEXTE ET GOUVERNANCE

CONTEXTE

Le Royaume-Uni est historiquement **à la pointe de la recherche et des politiques** sur la précarité énergétique. La précarité énergétique y est associée aux combustibles (fuel poverty), et est un sujet reconnu depuis plusieurs décennies. La précarité énergétique est importante du fait de logements historiquement énergivores et de niveaux élevés d'inégalités. La [Loi « maisons bien chauffées et économies d'énergie »](#) de 2000 a proposé une définition générale :

« La précarité énergétique est le fait qu'une personne [qui] est membre d'un ménage avec un faible revenu vive dans un logement qui ne peut être chauffé à un coût raisonnable. »

Les politiques de précarité énergétique sont décentralisées, et principalement définies au niveau des quatre nations du Royaume-Uni, avec des **définitions opérationnelles différentes**. En [Angleterre](#), la définition est liée à l'indicateur [LILEE \(Bas Revenus, Basse Efficacité Énergétique\)](#) : un ménage est en précarité énergétique s'il « dispose d'un revenu résiduel inférieur au seuil de pauvreté (après prise en compte des coûts normés de combustible) et vit dans un logement de classe énergétique inférieure à C ». Les indicateurs utilisés par [l'Écosse](#), le [Pays de Galles](#) et [l'Irlande du Nord](#) sont basés sur le seuil de 10% du revenu net dépensé pour un niveau de chauffage satisfaisant, avec des détails complémentaires selon chaque nation.

Une première **stratégie** contre la précarité énergétique a été adoptée par le gouvernement britannique en 2001. Chaque nation a ensuite adapté et mis à jour sa propre stratégie, les dernières versions datant de 2021 pour [l'Angleterre](#) et le [Pays de Galles](#), 2011 pour [l'Irlande du Nord](#) et 2019 pour [l'Écosse](#). Ces stratégies précisent les définitions et fixent des objectifs de réduction de la précarité énergétique (par ex., pour l'Angleterre, faire qu'autant de logements de ménages modestes que possible atteignent d'ici 2030 au moins la classe C). Les autres documents clés incluent le [Livre blanc sur l'énergie](#) (pour les engagements financiers), la [Stratégie de croissance propre](#) (qui inclut des politiques liées à la précarité énergétique) et la [Loi écossaise sur la précarité énergétique](#).

ACTEURS ET DISPOSITIFS

Les **aides directes** ([Paiement combustible hivernale](#) et [Paiement temps froid](#), voir p.3) pour les dépenses de chauffage sont gérées par le **Ministère du travail et des retraites**.

Le **régulateur de l'énergie** ([Ofgem](#)) gère d'autres dispositifs ([Remise chauffage](#) et [plafonnement des tarifs de l'énergie](#)) et l'[Obligation des fournisseurs d'énergie](#) (objectifs d'économies d'énergie pour les ménages à faibles revenus), tous mis en œuvre par les **fournisseurs d'énergie** en partenariat avec les autorités locales ou les associations caritatives.

Des programmes d'efficacité énergétique des logements des ménages modestes sont aussi mis en œuvre au niveau des nations et des autorités locales, parfois avec l'Energy Saving Trust ou des associations caritatives. Des réglementations spécifiques fixent des exigences minimales d'efficacité énergétique pour les [logements sociaux](#) et le [locatif privé](#).

Les acteurs de la lutte contre précarité énergétique

Le gouvernement britannique et de chacune des nations sont en charge de la précarité énergétique. Ils publient des **statistiques annuelles** sur la précarité énergétique (cf. [Angleterre](#), [Écosse](#), [Pays de Galles](#) et [Irlande du Nord](#)).

Le ministère britannique chargé de l'énergie (**BEIS**) finance le **Comité sur la précarité énergétique**, un organisme non ministériel qui conseille le gouvernement.

La [Commission des affaires, de l'énergie et de la stratégie industrielle](#) de la Chambre des communes examine les politiques énergétiques du gouvernement, dont celles de précarité énergétique. En Écosse, le [Conseil consultatif écossais sur la précarité énergétique](#) et le [Forum partenarial](#) conseillent le gouvernement écossais sur le sujet.

L'[Energy Saving Trust](#) (EST) s'engage auprès des ménages avec divers programmes. Il propose des informations en ligne et est partenaire de programmes d'aides à l'efficacité énergétique dans toute la Grande-Bretagne (par ex., le programme [Nest](#) au Pays de Galles). Il mène un programme d'accès à l'énergie avec des aides pour des actions réduisant la précarité énergétique et des chèques énergie de crise pour les clients équipés de compteurs en prépaiement. L'EST fournit en Écosse et au Pays de Galles des conseils gratuits et neutres par téléphone sur l'efficacité énergétique et gère les centres régionaux de conseil en énergie en Écosse.

[Citizens Advice](#) est un organisme caritatif offrant des conseils gratuits et neutres, entre autres sur l'énergie. Il est aussi chargé de représenter les consommateurs d'énergie, et en particulier les ménages à faibles revenus. Il constitue une source d'informations utiles, qui commande ou effectue ses propres études. Citizens Advice Écosse, distincte de Citizens Advice, joue un rôle similaire en Écosse.

[National Energy Action](#) (NEA) et son organisation sœur [Energy Action Écosse](#) (EAS) sont des associations caritatives ciblées sur la précarité énergétique. Elles publient un rapport annuel de suivi et d'évaluation ([Fuel Poverty Monitor](#)) qui compare les politiques contre la précarité énergétique dans les quatre nations du Royaume-Uni. Elles mènent des projets, gèrent une ligne téléphonique de conseil et militent pour de meilleures politiques et actions.

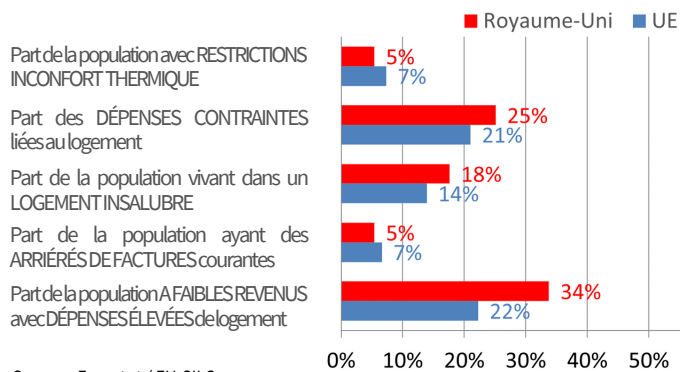
STATISTIQUES



ROYAUME UNI

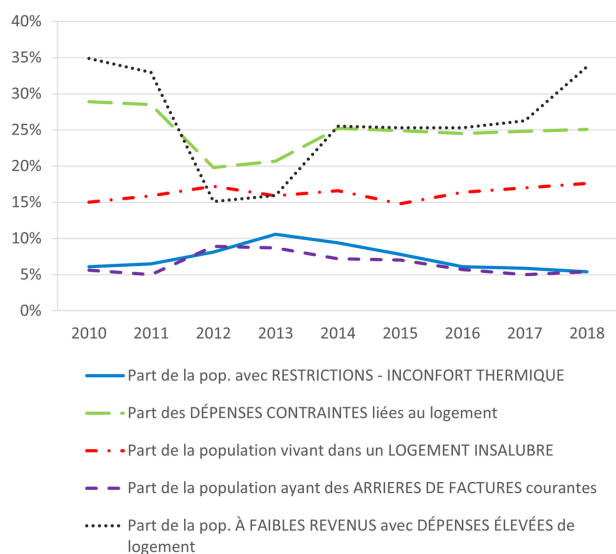
- Population: **66,6 millions** (2019)
- Revenu équivalent médian : **21 465 € / an** (en prix courants, 2018)
- Nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté : **12,3 millions** (2018)
- Climat : principalement **océanique**
- Dépense annuelle moyenne en « **électricité, gaz et autres combustibles** » par habitant (consommations liées au logement) : **570 € / an** (en prix courants, 2019)

COMPARAISON À LA MOYENNE EUROPÉENNE EN 2019



Le Royaume-Uni a des **résultats mitigés** par rapport à la moyenne UE. Il en est proche pour la plupart des indicateurs. Mais il est l'un des pays les moins performants pour la part de ménages à faibles revenus ayant des dépenses élevées de logement (34 % contre 22 % pour la moyenne UE). Cet écart est encore plus important pour les ménages les plus pauvres (1er quintile) : 50% contre 35% dans l'UE. La part des dépenses liées au logement dans les revenus des ménages est aussi plus élevée que la moyenne UE (25% contre 21%). La part de personnes ayant des impayés de factures reste légèrement inférieure à la moyenne UE.

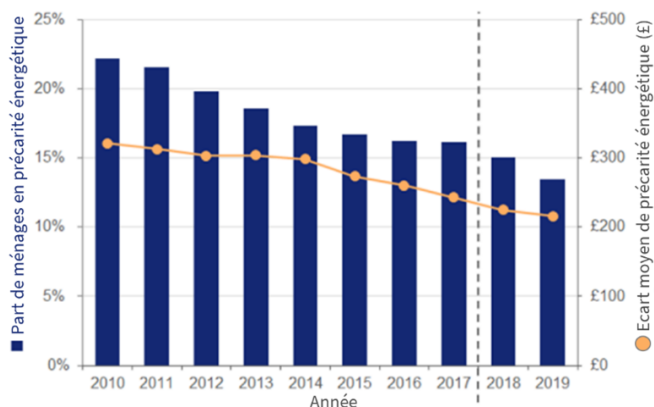
TENDANCES 2010-2019



La tendance s'est inversée pour deux indicateurs sur la période 2010-2018. Après une forte baisse, la part des ménages à bas revenus ayant des dépenses élevées de logement a explosé depuis 2012, et surtout depuis 2017. Cela peut s'expliquer par la **hausse des prix de l'énergie** et la **baisse du PIB**. Le nombre de personnes en risque de pauvreté a atteint un pic en 2018 (12,3 millions). La part des personnes dans l'incapacité de se chauffer a atteint un pic en 2013 et n'a cessé de diminuer depuis, ce qui peut refléter l'impact de l'**obligation des fournisseurs d'énergie**, de plus en plus ciblée sur les ménages à bas revenus.

200 000 ménages supplémentaires seraient en situation de précarité énergétique en 2020 du fait de la crise du **Covid-19** ([End Fuel Poverty Coalition, 2020](#)) : les factures d'énergie auraient augmenté de 37 euros par mois par ménage lors du premier confinement ([Comparethemarket 2020](#)), alors que de nombreux ménages ont perdu des revenus. Cette crise exacerbe aussi le risque d'auto-déconnexion pour les clients utilisant des compteurs en prépaiement (4,3 millions de ménages selon l'Ofgem). La suspension des déconnexions décidée en mars 2020 a visé à minimiser ces effets.

DONNÉES NATIONALES



En **Angleterre**, les statistiques sur la précarité énergétique permettent de suivre les progrès par rapport aux objectifs fixés et de suivre les indicateurs clés. L'objectif intermédiaire était que le plus grand nombre possible de logements de ménages à bas revenus soit au moins de classe E d'ici 2020. En 2019, 97,4 % des ménages à bas revenus étaient dans des logements de classe E ou mieux. En 2010, seuls 14,6 % des ménages à bas revenus vivaient dans des logements de classe C ou mieux (objectif 2030), ils étaient 47,8 % en 2019.

La part de ménages en précarité énergétique était estimée à 13,4% (3,18 millions de ménages) en 2019. L'écart de précarité énergétique mesure les dépenses additionnelles (moyenne par ménage) requises pour atteindre des conditions de confort thermique satisfaisantes. L'écart moyen de précarité énergétique a été estimé à environ 254 € en 2019.

POLITIQUES NATIONALES

POLITIQUES D'AIDES À L'ÉNERGIE, D'AIDES À LA PIERRE ET AUX ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

| | DISPOSITIF | CIBLE (RÉSULTATS) | Autres informations |
|---|---|--|--|
| Aides à l'énergie | Paiement combustible hivernal (1997-). | Aide automatique annuelle non imposable (de 115 à 350 €) pour les factures de chauffage des personnes âgées. 11,4 millions de bénéficiaires en 2019/2020. | Grande-Bretagne (GB). Ministère du travail et des retraites (DWP). |
| | Registre de service prioritaire . | Obligation pour les fournisseurs d'énergie de tenir un registre dédié pour fournir aux clients vulnérables des services non financiers. | GB. Ces services sont gratuits. |
| | Paiement temps froid (1992-). | Versé par le Fonds social (DWP) à certains bénéficiaires de l'aide sociale pendant les périodes de grand froid (29 euros pour 7 jours). | GB. 3,8 millions de bénéficiaires en 2018/2019. |
| | Remise chauffage (2011-). | Remise fixe de 164 € sur les factures d'électricité, faite par les fournisseurs d'électricité à environ 2,2 millions de clients éligibles. | GB. Gérée par le régulateur de l'énergie (Ofgem). |
| | Plafonnement des tarifs de l'énergie (2019-). | Plafonnement des tarifs par défaut pour 11 millions de clients pour l'électricité et le gaz, mis en place en 2019. | GB. Gérée par le régulateur de l'énergie (Ofgem). |
| Aides à la pierre & économies d'énergie | Obligation des fournisseurs d'énergie (2013-). | Obligation ciblée de manière croissante (100% depuis 2018) sur les ménages à bas revenus, et financée via les prix de l'énergie. 257 000 actions sur les systèmes de chauffage et plus de 81 000 actions d'isolation faites entre décembre 2018 et février 2021. Cette obligation fait suite à d'autres obligations depuis 1994. | GB. Supervisée par l'Ofgem . Les fournisseurs peuvent faire des actions auprès de clients d'autres fournisseurs. |
| | Minima de performance énergétique (MEES) (2019-). | Réglementation MEES pour le locatif privé en Angleterre et au Pays de Galles (réglementation similaire en Écosse). Les propriétaires de logements classés F ou G doivent réaliser des travaux d'efficacité énergétique d'au moins 4100 €. | Il y a aussi des minima de performance pour les logements sociaux (pour tout le Royaume-Uni). |
| | Aide « Maisons vertes » (2020-2021). | Bons pour les ménages anglais pour des travaux d'efficacité énergétique. Pour les ménages recevant certaines aides sociales, le bon pouvait couvrir 100% des coûts jusqu'à 11 700€ (dispositif arrêté en mars 2021, après un an de fonctionnement). | Le gouvernement s'est engagé à initier deux autres programmes dans ce domaine. |
| | HEEPS (2013-). | Programme d'efficacité énergétique des logements en Écosse. | Voir encadré ci-dessous. |
| | Nest (2011-). | Programme d'efficacité énergétique contre la précarité énergétique. | Pays de Galles. |

INITIATIVES COMPLÉMENTAIRES

| TYPE D'INITIATIVE | Détails |
|---|---|
| Changeworks | Association écossaise de défense de l'environnement, qui mène des projets de sensibilisation et études sur la précarité énergétique. |
| Centre pour l'énergie durable | Association caritative active dans tout le Royaume-Uni sur la précarité énergétique. |
| Coalition pour en finir avec la précarité énergétique | Lobby qui rassemble des militants anti-pauvreté, environnementaux ou sur la santé, des collectivités locales, des syndicats et des associations de consommateurs. |
| Age UK | Campagne de lobbying, conseils et autres projets pour les personnes âgées. |
| Réseau de recherche sur la précarité énergétique | Rassemble des chercheurs, des décideurs politiques et des acteurs de terrain, pour mener des travaux de recherche sur la précarité énergétique. |

ZOOM sur :

[Programme d'efficacité énergétique des logements en Écosse \(HEEPS\)](#)

Lancé en avril 2013, HEEPS est l'outil phare du gouvernement écossais pour lutter contre la précarité énergétique et améliorer l'efficacité énergétique des logements avec une aide directe à tous les ménages d'Écosse.

HEEPS inclut différentes sources de financement (par ex., l'Obligation des fournisseurs d'énergie), dont des prêts ciblés pour les propriétaires occupants et des programmes régionaux gérés par les autorités locales dans les zones à fort taux de précarité énergétique, pour des actions sur le chauffage et l'isolation.

HEEPS disposait d'un budget d'environ 136 millions d'euros pour l'année fiscale 2017-2018. Il a aidé à ce jour plus de 15 500 ménages (avec 28 000 actions), permettant des économies de facture d'énergie d'environ 5,4 millions d'euros/an.

OPÉRATIONS EXEMPLAIRES

LEAP (Partenariat pour des conseils locaux en énergie)

Coordonné par l'entreprise AgilityEco (partenariat financé par les fournisseurs d'énergie via la remise chauffage).



Objectif : Aider gratuitement les ménages en précarité énergétique à se chauffer et réduire leurs factures d'énergie.

Approche : Réseau d'organisations référentes (par ex., ONG, banque alimentaire, clinique, bailleur social ou autorité locale) avec **80 conseillers énergie** dans 182 municipalités offrant un **guichet unique** et un service gratuit en personne et par téléphone ; actions simples d'économies d'énergie (par ex., LED et calfeutrage pendant une visite à domicile) ; aide à l'analyse de tarifs et au changement de fournisseur d'énergie ; et aide pour trouver des fonds pour faire des travaux.

Résultats : Budget de 4,4 millions € pour l'année fiscale 2019/2020, pour aider 20 000 personnes, avec **12 364 visites, 16,2 millions € d'économies** pour les bénéficiaires (tarif et économies d'énergie, revenu additionnel).

Aides pour couvrir les impayés d'énergie

Aides financées par les fournisseurs d'énergie via des fonds dédiés (par ex., British Gas Energy Trust, EDF Energy Trust, E.on Energy Fund).



Objectif : Aider les ménages ayant des **impayés de factures**.

Approche : Les personnes qui ont des dettes envers leur fournisseur peuvent obtenir une aide d'une association caritative pour les **aider à rembourser**. Les associations caritatives et les ONG telles que [Charis Grants](#) ou [Citizens' Advice](#) peuvent aider les ménages dans leurs démarches.

Résultats : Par ex., le [British Gas Energy Trust](#) a fourni des aides de 1.6 million € pour l'année fiscale 2019/2020.

Programme « Emancipé par l'énergie »

Projet pilote mis en œuvre par la NEA et financé par UK Power Networks et d'autres opérateurs de réseaux d'énergie.



Objectif : Aider les **réfugiés** sur les questions d'énergie.

Approche : Ateliers de sensibilisation à l'énergie organisés par la NEA et des partenaires en contact avec les réfugiés, dont le Conseil des réfugiés, afin de surmonter les barrières culturelles et linguistiques. Les ateliers aident à créer des "champions de l'énergie" qui peuvent partager dans leur communauté des conseils pratiques sur comment maintenir un logement chaud dans un climat plus froid que celui de leur pays d'origine, sans avoir d'impayés. Les ateliers informent sur les liens entre chauffage et santé, les tarifs de l'énergie et les autres programmes d'aides.

Résultats : 41 réfugiés formés dans la phase pilote dans plusieurs quartiers de Londres. Le projet va être étendu.

WASH (Conseil pour des maisons sûres et bien chauffées)

Service développé par l'association caritative NEA (Action Nationale Energie), avec divers financements (dont la remise chauffage).



Objectif : Fournir un **point de contact unique** sur l'énergie pour les ménages à bas revenus ou vulnérables.

Approche : **Service gratuit de conseil** en Angleterre et au Pays de Galles sur les factures, les prestations sociales, le changement de fournisseur et la recherche d'aides pour les travaux. Il propose aussi des **ateliers** pour les ménages et des **formations** au personnel en contact avec les ménages. Un des rares dispositifs de conseil à proposer une **approche communautaire** plutôt que seulement des conseils individuels. Il travaille avec les ménages, les groupes communautaires et les prestataires de services.

Résultats : Estimation que le dispositif pourrait aider environ **5 000 personnes** sur l'année fiscale 2020/2021.

Programme AWARM de la ville de Wigan

Objectif : Aider les ménages à bas revenus avec **handicap ou maladie chronique**, et des coûts élevés d'énergie.



Approche : **Programme complet** et gratuit pour les ménages éligibles de Wigan, offrant un **accompagnement** pour accéder à toutes les aides locales ou nationales auxquelles les ménages peuvent prétendre (par ex., prestations sociales, aides pour les dépenses d'énergie, aides pour l'efficacité énergétique) ou accéder (par ex., changement de fournisseur, actions auto-réalisées), et fournissant gratuitement des actions à faible coût (par ex., détecteur de monoxyde de carbone, calfeutrage).

Projet « Chaud et bien » de Belfast

Coordonné par la NEA et soutenu par l'Agence de santé publique et les partenaires de planification communautaire de Belfast.



Objectif : Aider les **ménages vulnérables** de Belfast à chauffer leur maison, avec un focus sur la santé.

Approche : Offrir des **conseils confidentiels** en matière **d'énergie** et de **santé** et un soutien pratique, avec le cas échéant des actions sur le système de chauffage et une aide financière discrétionnaire (sous réserve d'une évaluation) pour atténuer les effets d'un logement froid et humide.

Le dispositif accompagne aussi des groupes communautaires et des organismes locaux pour **identifier** et aider les ménages vulnérables vivant dans de mauvaises conditions sanitaires.

(projet démarré fin 2020)

Sources d'information (voir aussi l'annexe documentation)

- [Synthèse sur la précarité énergétique](#) de la Chambre des Communes
- [Statistiques annuelles officielles sur la précarité énergétique](#)
- Site de l'[Ofgem](#) (régulateur de l'énergie)
- [Comité sur la précarité énergétique](#)
- [Coalition pour en finir avec la précarité énergétique](#)
- [Réseau de recherche sur la précarité énergétique](#)